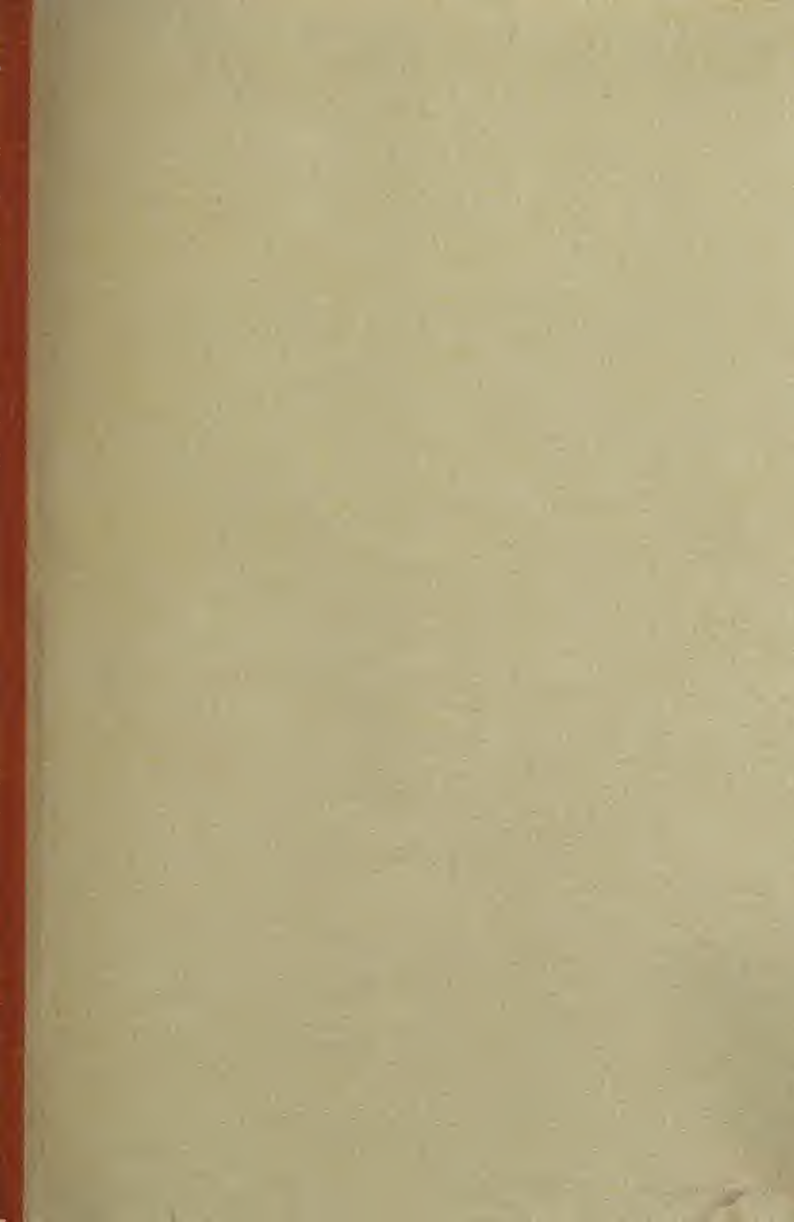


**SOCIETE
ITALIENNE POUR
L'ACQUISITION
DES BIENS
DOMANIAUX ET...**

Societe italienne pour
l'acquisition des biens...







26

SOCIÉTÉ ITALIENNE
POUR L'ACQUISITION
DE
BIENS DOMANIAUX
ET AUTRES

SOCIÉTÉ ANONYME

Approuvée par Décrets Royaux des 23 Octobre 1864 et 19 février 1875

STATUTS



FLORENCE
TYPOGRAPHIE TOSCANI

1866

STATUTS

TITRE I.

Constitution, dénomination, durée et siège de la Société.

ART. 1.

En vertu des présents statuts, et sauf l'approbation du Gouvernement, est constituée une Société anonyme entre les sous-signés et tous ceux qui posséderont des actions de la dite Société

ART. 2.

La Société prend le titre de *Société Italienne pour l'acquisition de Biens domaniaux et autres*

ART. 3.

La durée de la Société sera de 25 années qui commenceront du jour de son approbation par Décret Royal, mais elle pourra être prorogée par l'assemblée générale des actionnaires en raison du temps nécessaire pour la complète liquidation de ses opérations.

Si la prorogation avait pour objet la continuation et non la liquidation de la Société, l'approbation du Gouvernement serait nécessaire.

ART. 4.

Le siège et le domicile légal de la Société seront de droit dans la capitale du royaume.

TITRE II.

Opérations de la Société.

ART. 5.

La Société a pour objet l'acquisition, l'amélioration, la gestion provisoire, l'échange et la revente des biens immeubles, et spécialement de ceux domaniaux et d'autre nature que le Gouvernement se propose de vendre.

Les reventes auront lieu en totalité ou par fractions, à paiements à longs termes, avec le système d'amortissement annuel, ou par celui en usage auprès des Sociétés de Crédit foncier.

Les reventes pourront également se faire au comptant ou à échéances, pour tout ou partie du prix.

Le Conseil d'administration pourra accepter, en paiement des propriétés revendues, des actions de la Société soit au pair, soit à tel prix supérieur qui sera préalablement et publiquement fixé.

La Société pourra faire et contracter des prêts hypothécaires sur les dits biens, et faire valoir ses capitaux non employés au mieux des ses intérêts.

TITRE III.

Fonds social, actions, obligations.

ART. 6.

Le fonds social fixé pour le moment à *un million de francs* et représenté par une première série de 4,000 actions de 250 francs

chacune, pourra être porté à *dix millions de francs* par les émissions successives de neuf autres séries de un million de francs chacune.

L'émission de la seconde série et des suivantes ne pourra avoir lieu que par délibération de l'Assemblée générale des actionnaires approuvée par le Gouvernement.

ART. 7.

Les actions sont au porteur et se transmettent par la simple remise du titre. Elles sont extraites de livres à souches et numérotées progressivement ; elles portent le timbre de la Société et sont signées de deux administrateurs et du caissier.

ART. 8.

Les actions donnent droit aux bénéfices annuels de la Société et à une part proportionnelle dans la propriété de l'actif social conformément aux présents statuts.

Les porteurs des titres de la première série ont droit de préférence dans les souscriptions ultérieures d'actions ou d'obligations prévues à l'art. 43.

ART. 9.

Les actions sont payables en quatre versements successifs, à savoir : le premier de 50 francs, le second de 75 francs, le troisième de 50 francs et le quatrième de 75 francs.

Le premier versement a lieu en souscrivant ; le second et les suivants auront lieu aux époques qui seront fixées par le Conseil d'administration et avec au moins trois mois de distance l'un de l'autre.

Les titres définitifs seront remis lors du dernier paiement ; jusqu'à cette époque les souscripteurs recevront des certificats provisoires au porteur sur lesquels seront mentionnés les versements effectués et qui leur seront remis lors du second versement. Ces titres pourront être de une, cinq ou dix actions.

La Société pourra commencer à fonctionner aussitôt qu'auront été souscrits les quatre cinquièmes des actions de la première série et qu'aura été effectué le premier versement sur les actions souscrites.

ART. 40.

Les appels de fonds ont lieu au moyen d'annonces insérées un mois à l'avance dans la *Gazette officielle* du Gouvernement.

Chaque somme dont le payement est en retard porte intérêt à 6 0/0 l'an, à commencer du jour de son exigibilité sans aucune demande en justice.

ART. 41.

À défaut de versement à échéance les numéros des titres en retard seront publiés dans la *Gazette officielle* du Gouvernement. Quinze jours après cette publication, la Société a le droit de faire procéder à la vente des susdits certificats provisoires par le ministère d'un agent de change aux risques et périls du porteur retardataire; les titres ainsi vendus deviendront nuls de plein droit, et de nouveaux seront délivrés avec les mêmes numéros aux acquéreurs.

ART. 42.

La souscription ou la possession d'une ou de plusieurs actions porte de plein droit adhésion aux présents statuts.

Chaque action ou titre de la Société est indivisible; les propriétaires devront s'entendre entre eux et s'en remettre, pour l'exercice de leurs droits, aux inventaires annuels et aux décisions de l'assemblée des actionnaires sans aucun droit d'immixtion.

ART. 43.

Le Conseil d'administration pourra, outre le capital social, avec l'approbation du gouvernement, émettre successivement des o-

bligations pour un chiffre égal au montant des sommes qui seront dues à la Société sur les immeubles qu'elle aura vendus, en coordonnant le remboursement des susdites obligations avec les échéances des crédits qu'elle aura accordés à ses acheteurs.

ART. 44.

Les actionnaires et porteurs d'obligations ne sont engagés que jusqu'à concurrence du montant de leurs souscriptions.

TITRE IV.

Administration de la Société.

ART. 45.

La Société est administrée par un Conseil d'administration composé de 42 membres nommés par l'assemblée générale.

La durée de leurs fonctions est de deux années; ils sont renouvelés chaque année par moitié et peuvent toujours être réélus; les membres sortants sont désignés par le sort pour la première année et ensuite par ancienneté.

ART. 46.

En cas de retraite d'un des membres, le Conseil pourvoit provisoirement à son remplacement.

L'assemblée générale, dans sa première réunion, procède à l'élection définitive.

L'administrateur ainsi nommé en remplacement d'un autre ne fonctionne que pour le temps qui restait à courir par son prédécesseur.

ART. 47.

Chaque administrateur devra, dans un mois de sa nomination, déposer dans la caisse de la Société 40 actions qui resteront inaliénables pendant toute la durée de ses fonctions.

ART. 48.

Les administrateurs reçoivent une rétribution annuelle qui sera fixée par l'assemblée générale.

ART. 49.

Le Conseil se réunit au siège social chaque fois que les intérêts de la Société l'exigent, et au moins deux fois par mois, sur convocation du Directeur.

La présence de trois membres au moins est nécessaire pour délibérer régulièrement. Les noms des membres présents sont inscrits en tête du procès-verbal de la séance.

ART. 20.

Le Conseil d'administration nomme son Président, son Vice-Président et son Secrétaire qui peut être pris en dehors du Conseil.

En cas d'absence du Président et du Vice-Président, la réunion est présidée par le plus ancien des membres présents.

Les délibérations du Conseil sont prises à la majorité des membres présents; en cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

ART. 21.

Le Conseil a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration de la Société.

Il nomme et révoque, sur la proposition du directeur, tous employés et agents, et en fixe les appointements; il signe les titres d'actions et d'obligations; il achète les immeubles, les administre ou les fait administrer; il les afferme, les échange, les améliore et les revend.

Il fait procéder à toute expulsion et expropriation; il fait et contracte des prêts avec ou sans hypothèque; il paye et reçoit; demande ou consent toute inscription hypothécaire; fait tous les

actes de conservation; exerce toute action judiciaire, tant pour que contre; fait tout traité, transaction, compromis, transfert; prépare les inventaires, convoque les assemblées générales ordinaires et extraordinaires des actionnaires, et fait généralement tout ce que les circonstances et les intérêts de la Société lui font juger utile et nécessaire.

ART. 22.

Pour l'exécution de ses délibérations et pour la gestion ordinaire des affaires de la Société, le Conseil d'administration nomme un Directeur auquel il délègue la signature sociale. Le Conseil d'administration peut également déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres.

ART. 23.

Les délibérations du Conseil sont inscrites sur un registre tenu au siège de la Société, et signées par le Président de chaque réunion et par le Secrétaire.

Les copies ou extraits de ses délibérations à produire en justice ou ailleurs, sont visés par le Président ou par le membre qui en remplit les fonctions.

ART. 24.

Les membres du Conseil d'administration ne contractent, par rapport à leur gestion, aucune obligation personnelle; ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat.

ART. 25.

Par dérogation à l'art. 45, le premier Conseil d'administration restera en fonctions jusqu'à la première assemblée générale ordinaire, comme il est dit à l'art. 32.

TITRE V.

Direction

ART. 26.

La gestion des affaires de la Société est confiée, sous l'autorité du Conseil d'administration, à un Directeur.

Par dérogation à l'art 22 et en corrélation avec l'art. 25, M. l'avocat Baptiste Malatesta, ancien agent de change à Turin, est nommé Directeur et devra rester en fonctions au moins jusqu'à la réunion de la première assemblée générale ordinaire, comme il est dit à l'art. 32.

Le Directeur pourvoit à l'organisation intérieure des bureaux; il représente la société vis-à-vis des tiers pour la signature des correspondances, des quittances, des reçus, des mandats, des endossements, et pour les autres actes ordinaires de la Société; il ordonne toutes dépenses d'administration; il représente la Société dans toutes les actions judiciaires, et pourvoit à tout ce qui n'a pas été explicitement réservé à l'assemblée générale et au Conseil d'administration.

Ses honoraires sont fixés par le Conseil d'administration.

ART. 27.

Le Directeur ne pourra être révoqué que par une délibération du Conseil d'administration prise à la majorité des trois cinquièmes des membres qui le composent.

ART. 28.

Le Directeur assistera aux réunions du Conseil d'administration et aux assemblées générales des actionnaires, avec voix consultative.

ART. 29.

En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur, le Conseil déléguera un de ses membres pour en remplir provisoirement les fonctions

TITRE VI.

Assemblée générale

ART. 30.

L'assemblée générale des actionnaires, légalement constituée, représente tous les actionnaires.

ART. 31.

Elle se compose de tous les porteurs d'au moins dix actions.

ART. 32.

L'assemblée générale ordinaire aura lieu de droit dans la ville où est le siège social, tous les ans le premier jeudi du mois de mai, et le lendemain si le jeudi était un jour férié.

La première assemblée générale ordinaire aura lieu dans le mois de mai 1866.

ART. 33

Les assemblées générales extraordinaires pourront être convoquées toutes les fois que le Conseil d'administration en reconnaitra l'utilité.

L'assemblée générale extraordinaire devra aussi être convoquée sur la demande d'actionnaires représentant au moins le cinquième du capital social.

ART. 34.

Les convocations seront annoncées au moins un mois à l'avance dans la *Gazette officielle* du Royaume.

ART. 35.

L'assemblée générale est légalement constituée par la présence de cinquante membres. Ne réunissant pas ce nombre, l'assemblée serait de droit prorogée de 45 jours ; et dans ce cas, elle pourrait délibérer, quelque soit le nombre des membres présents, en maintenant l'ordre du jour de la première convocation.

Aucune délibération ne pourra être prise que sur l'ordre du jour proposé par le Conseil d'administration.

Chaque actionnaire a droit à un vote par chaque dix actions, Aucun actionnaire ne peut réunir personnellement plus de cinq voix ; il pourra cependant avoir cinq autres voix comme mandataire d'un autre actionnaire. Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents ; en cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

ART. 36.

L'assemblée générale nomme son bureau, qui se compose d'un Président, de deux Censeurs et d'un Secrétaire.

Jusqu'à l'installation du bureau définitif, le Président, le Vice-Président, ou l'un des membres du Conseil d'administration préside l'assemblée.

ART. 37.

Pour avoir droit d'assister aux assemblées générales, les actionnaires seront obligés de déposer, au moins dix jours à l'avance, dans les bureaux de la Société, leurs titres d'actions contre un reçu qui servira de billet d'entrée.

ART. 38.

L'assemblée générale entend les rapports du Conseil d'administration, délibère sur les questions à l'ordre du jour, examine, accepte ou rejette les comptes, pourvoit au remplacement des membres du Conseil d'administration, et décide sur toutes les autres questions qui lui seront soumises par le Conseil d'administration.

ART. 39.

Les délibérations des assemblées générales sont inscrites sur un registre spécial et signées par le Président et le Secrétaire. Un extrait de ces délibérations, signé par le Président du Conseil d'administration, servira de preuve entre les actionnaires et la Société.

TITRE VII.

Inventaires annuel; emploi des bénéfices.

ART. 40.

Un inventaire de l'actif et passif de la Société sera arrêté le 31 décembre de chaque année par les soins du Conseil d'administration.

ART. 41.

Les bénéfices seront appliqués comme suit :

1. A couvrir les dépenses générales de l'année échuë;
2. A amortir, en proportion d'un dixième par an, les sommes payées pour dépenses de fondation et de premier établissement.
3. A payer 6 0/0 d'intérêt aux actionnaires. Néanmoins le Conseil d'administration est autorisé, s'il juge que la situa-

tion de la Société le permette, à prélever sur les bénéfices une somme suffisante pour payer par anticipation au mois de juillet tout ou partie de ces 6 0/0 d'intérêt du capital versé :

4 A former, moyennant le prélèvement de 5 0/0 des dits bénéfices, une caisse de réserve jusqu'à la concurrence de 4 million de francs.

Le restant des bénéfices de l'année sera employé de la manière suivante :

1. 7 0/0 pour le Conseil d'administration ;
2. 3 0/0 pour le Directeur de la Société ;
3. 45 0/0 pour les fondateurs ;
4. 75 0/0 pour être distribués entre toutes les actions à titre de dividende.

ART. 42.

Le Conseil d'administration créera 200 titres spéciaux, au porteur, qu'il remettra aux fondateurs, sur la présentation des quels il sera payé annuellement, en égales proportions, l'attribution des 45 0/0 sur les bénéfices assignés aux fondateurs par l'article précédent.

Ces titres ne sont pas compris dans les dispositions de l'art. 47.

ART. 43.

Tout intérêt, dividende ou prime qui ne serait pas réclamé, dans les délai de 5 ans appartiendrait de droit à la Société.

TITRE VIII.

Caisse de réserve

ART. 44.

Le fonds de la caisse de réserve se compose des 5 0/0 des bénéfices nets qui lui sont attribués par l'art. 44.

Lorsque le fonds de réserve aura atteint le chiffre d'un million de francs, le prélèvement reprendrait son cours si la réserve venait à être atteinte.

Le fonds de réserve est destiné, en cas de besoin, à payer le 6 0/0 d'intérêt aux actionnaires. L'emploi du fonds de réserve est réglé par le Conseil d'administration.

TITRE IX.

Modifications aux statuts.

ART. 45.

L'assemblée générale peut, sur l'initiative du Conseil d'administration, sauf l'approbation du Gouvernement, apporter aux présents Statuts les modifications reconnues utiles.

Le Conseil d'administration aurait dans ce cas pleins pouvoirs pour la régularisation des modifications aux statuts, et pour approuver les changements qui seraient imposés par le Gouvernement.

TITRE X.

Dissolution et liquidation de la Société.

ART. 46.

En cas de perte de la moitié du capital souscrit, la dissolution de la Société pourra être prononcée avant l'époque fixée pour sa durée, par une décision de l'assemblée générale.

ART. 47.

À l'expiration de la Société, ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale règle, sur la proposition du Conseil d'administration, le mode de liquidation, et nomme un ou plusieurs liquidateurs.

La nomination des liquidateurs met fin aux pouvoirs du Conseil d'administration, et ceux de l'assemblée générale continueront autant que durera l'exercice de la Société

ART. 48.

L'actif de la Société est avant tout destiné à rembourser les actions, et le surplus est divisé dans les proportions de 85 0/10 aux actionnaires, et 15 0/10 aux porteurs des 200 titres spéciaux.

Cette dernière disposition relative aux fondateurs, comme celle de l'art. 42, devront être confirmées par une délibération de la première assemblée générale des actionnaires.

TITRE XI.

Contestation.

ART. 49.

Toute contestation qui pourrait survenir entre les actionnaires et la Société serait soumise à la juridiction des tribunaux du siège social.

TITRE XII.

Publication.

ART. 50.

Pour les publications des présents statuts, si l'occasion s'en présente, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie.



